

capitaliste privée des moyens de production, par l'appropriation collective des grands moyens de production (industrie, transport, finance, etc.), par le monopole du commerce extérieur et l'introduction de la planification socialiste dans l'économie.

Cela implique une contradiction fondamentale entre *le mode de production qui n'est manifestement plus capitaliste et le mode de distribution qui reste bourgeois*. Marx a longuement analysé, dans « la critique du programme de Gotha », le fait que dans toute la phase de transition et même dans la première phase du socialisme, l'inégalité sociale qui subsiste est *l'expression de la survie des normes de distribution bourgeoises* (intérêt matériel, recherche de revenu monétaire plus élevé, inégalité fondamentale dans la répartition des biens de consommation), caractéristiques de la société capitaliste (1).

Cette contradiction essentielle de toute société de transition est fondée sur le fait que *le mode de production est en avance sur le développement des forces productives* : le mode de production socialiste exige pour son plein épanouissement un *degré de développement des forces productives permettant l'abolition des normes de distribution marchandes par l'abondance*, qui rend absurdes ces normes de distribution. Même dans les pays capitalistes les plus avancés, on ne peut dire que le développement des forces productives soit tel qu'il permettrait immédiatement cette abondance si le socialisme y triomphait.

Cela signifie que la tâche historique de cette société de transition est double : elle doit détruire progressivement, par l'autoéducation des masses et secondairement par la violence, les survivances idéologiques nées de la division de la société en classes et de l'économie monétaire ; mais elle doit *en même temps* engendrer un énorme développement des forces productives qui permettra le plein épanouissement du socialisme.

C'est la nécessité de la *réalisation simultanée de ces deux tâches* qui est la source des problèmes et des contradictions caractéristiques de cette époque historique. De là découlent :

- la survie des catégories marchandes en même temps que leur dépérissement progressif jusqu'à leur disparition ;
- la survie d'une certaine division de la société en classes (prolétariat et paysannerie), elle aussi commençant à dépérir ;
- la nécessité d'un Etat de dictature du prolétariat qui dépérit progressivement, en se bornant à empêcher les anciennes classes possédantes de reprendre le pouvoir, tout en réglementant la vie économique quotidienne de façon à assurer l'accumulation socialiste sans laquelle la construction de la société nouvelle serait impossible. Il est clair que la rapidité avec laquelle l'Etat dépérit ne dépend pas seulement des luttes sociales intérieures, mais aussi du rapport des forces au niveau international.

Le dépérissement de l'Etat s'accompagne donc de certaines formes néces-

saires de coercition sur les processus économiques, et donc, c'est là le point le plus difficile à accepter, *de certaines déformations bureaucratiques inévitables*.

On ne pourrait imaginer l'absence totale de ces déformations bureaucratiques qu'en admettant que l'ensemble du prolétariat soit capable, dès le lendemain de la prise de pouvoir, de gérer de façon collective tous les niveaux de la vie sociale. Cette possibilité n'existe malheureusement pas, et ne pas le comprendre, c'est finalement rendre au capitalisme un formidable hommage : le capitalisme, qui précède l'époque de transition, aliénant les travailleurs dans tous les domaines, les soumettant à des journées de travail de 8, 9 ou 10 heures de travail productif sans leur laisser la possibilité de se livrer à un travail social éducatif, ne les a pas amenés à un niveau tel qu'ils puissent immédiatement passer à une autogestion intégrale de la société. Aussi longtemps que la journée de travail n'est pas suffisamment réduite, les conditions matérielles les plus élémentaires pour une gestion intégrale de la société par les producteurs n'existent pas, et des formes de délégation de pouvoir sont inévitables, ce qui entraîne des tendances bureaucratiques. La dynamique idéale de la société de transition consiste justement à trouver un rythme de développement des forces productives qui permette, *sans résistance des institutions sociales nouvelles*, le dépérissement graduel et progressif de tous les aspects négatifs résiduels.

On peut alors poser différemment la question de l'analyse de la situation dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés : indépendamment des circonstances historiques particulières qui ont donné naissance au stalinisme, ce qui est choquant, après 50 années de développement en Union soviétique, c'est qu'*aucun phénomène de dépérissement ne s'est produit* : toutes ces survivances inévitables, *au lieu de dépérir, ont au contraire tendance à se renforcer progressivement* :

- l'Etat se renforce et devient de plus en plus omniprésent ;
- l'économie marchande et l'inégalité sociale se stabilisent ou se renforcent ;
- la déformation bureaucratique se stabilise, s'institutionnalise et prend les formes les plus monstrueuses d'expropriation politique totale des travailleurs de toute gestion de l'Etat et même de l'économie.

Si l'on pose le problème sous cette forme, on peut faire une étude structurelle et non phénoménologique du problème de la dégénérescence bureaucratique en Union soviétique : il faut l'étudier dans ses origines historiques, dans son déroulement et dans sa logique interne d'évolution.

## II — ORIGINE DE LA DEGENERESCENCE BUREAUCRATIQUE DANS LES ETATS OUVRIERS

Le caractère inévitable des déformations bureaucratiques dans la société de transition se ramène, en dernière analyse, à deux facteurs historiques, fondamentaux :